

L'AUTHENTIQUE

N°136 du lundi 06 octobre 2003 Prix : 200 UM. 1 Euro. Décadaire d'informations - e-mail : lauthentique2003@yahoo.fr

Pourquoi Ould Taya a refusé le face à face

La réponse du chef de l'Etat, M. Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya, à la demande d'audience formulée par ses concurrents à la présidentielle du 7 novembre prochain, a été lapidaire, sèche et catégorique. Pour fouler le jardin paradisiaque de la Présidence de la République et humer l'air ensorcelant de ses milliers de fleurs et palmeraies, il faudrait d'abord passer par l'isoloir. C'est ce que Ahmed Daddah, Messaoud Ould Boulkheir et Mohamed Khouna Ould Haidalla, ancien locataire de la casbah brune, ont amèrement remâché, vingt-quatre heures après avoir souhaité une rencontre à quatre pour dépoussiérer le dossier de la transparence. Mais pourquoi Ould Taya a refusé la main tendue de ses adversaires ? Tenants et aboutissants d'un "Niet" qui alimente actuellement la polémique.

Lundi 29 septembre dans la matinée, les adversaires de Ould Taya se réunissent pendant plus d'un quart d'heure au siège du RFD. Avaient pris part à la rencontre tripartite, les candidats de l'alternance, Ahmed Ould Daddah, postulant malheureux à la présidentielle de 92, Messaoud Ould Boulkheir, devenu simple membre d'un parti politique (APP) après avoir été à la tête de l'une des plus importantes formations de l'opposition, aujourd'hui dissoute, lors des élections d'octobre 2001 et enfin, Mohamed Khouna Ould Haidalla, ancien chef d'Etat, au temps du Comité Militaire de Salut National, renversé par le président actuel et qui compte revenir aux affaires après près de vingt ans de silence politique. Les trois candidats qui ont choisi chacun de faire cavalier seul, du moins pendant le premier tour du scrutin, semblent partager le même point de vue : des informations extrêmement inquiétantes font état d'une éventuelle manipulation touchant la prochaine consultation, dont la transparence est selon eux fortement compromise, ce qui risque d'avoir des conséquences graves. Dès lors, le souhait de rencontrer le président Ould Taya pour discuter de la préélection, constituait à leurs yeux la meilleure alternative pour apaiser la scène. Ce souhait, on le sait maintenant, s'est heurté à un *niet* catégorique. Le porte-parole de Ould Taya, Mohamed Vall Ould Bellal, qui a transmis la réponse du président aux trois candidats, parlera de "*démarche sans objet*", car les autorités en place ont, selon lui, déjà démontré par le passé leur capacité et leur volonté à organiser des élections transparentes, grâce à la mise en circulation d'une pièce d'identité infalsifiable, d'une urne transparente, de listes électorales publiées sur Internet, d'un isoloir et de la possibilité pour les différents candidats de se faire représenter dans tous les bureaux de vote et même pendant les dépouillements. N'empêche, on ne peut se retenir de soulever les véritables raisons qui auraient poussé le président actuel à refuser de

rencontrer ses concurrents et de nous demander également les raisons qui auraient pu le conduire à les recevoir.

Pourquoi Ould Taya a refusé.

Ould Taya aurait refusé de rencontrer ses trois adversaires du 7 novembre prochain pour plusieurs raisons. D'abord, ce n'est pas lui l'autorité de tutelle, chargée de superviser et d'organiser les élections. Pour débattre des problèmes liés au prochain scrutin, les trois candidats auraient frappé à la mauvaise porte. Dans ce type de discussion, seul le ministère de l'Intérieur est habilité à donner son mot, Ould Taya n'étant qu'un candidat comme les autres. Ce point de vue suffit amplement à avancer que la demande d'audience formulée par les trois candidats, a été gauche et mal négociée. Si Ould Taya les avait reçus sur la base d'une suspicion manifestée quant à la transparence des prochaines élections, il aurait donné une preuve irréfutable de sa mainmise totale sur les instances chargées d'organiser les élections et partant, d'une inféodation tacite de ses structures à son autorité, donc une justification amplement étayée des doutes émis par ses adversaires. L'opinion publique nationale et même internationale n'aurait d'ailleurs pas manqué de soulever l'incohérence. Ensuite, Ould Taya a refusé de rencontrer des adversaires triomphalistes, pour qui l'affaire du 7 novembre est déjà réglée, comme s'ils avaient voulu lui dire "*tu es battu d'office, donc tâche de dire à tes lieutenants de ne pas mélanger les cartes*". Une menace en sourdine que sa finesse n'a pas manqué de déceler. Malheureusement, le porte-parole de Ould Taya n'a pas vu le problème sous cet angle et il n'a fait que renforcer l'idée selon laquelle, son candidat est effectivement le chef suprême qui coiffe les structures chargées de superviser et d'organiser les prochaines élections. Il s'est mis à parler comme si c'était lui le ministre de l'intérieur, se dévoilant

avec suffisance en lançant "*le pays a déjà organisé des élections transparentes, reconnues par deux des candidats*" et de citer les moyens mis en oeuvre. Ould Taya aurait enfin refusé de recevoir une coalition que rien ne réunit et que tout sépare, sauf l'animosité à son égard et leur désir commun de le jeter hors du fauteuil qu'il occupe depuis presque un quart de siècle.

Pourquoi Ould Taya devait accepter

Le président Ould Taya devait accepter la demande d'audience et la main tendue de ses adversaires pour des raisons diverses. D'abord, ce serait pour l'opinion publique, le gage de sa bonne volonté d'ouvrir le dialogue et de l'étendre à tous les acteurs de la vie nationale. Il aurait manifesté par là, son désir de changement radical par rapport aux politiques antérieures, changement que le peuple tout entier appelle de tout son coeur. Il aurait pu capitaliser un tel événement, qui aurait sans nul doute fait basculer dans son bord, tous ceux qui hésitent encore à rejoindre son camp, persuadés que les choses avec lui resteront en l'état. Il devait surtout accepter pour l'intérêt de la Nation, en mettant en sourdine ses sentiments propres vis-à-vis de l'un ou de l'autre des candidats. Accepter de recevoir les autres postulants, qui représentent après tout un électorat important, équivaldrait à apaiser la scène politique, à décrire la tension qui prévaut sur la scène nationale, à instaurer l'esprit de concertation, d'échanges amicaux et d'ouverture, de nature à passer le cap du 7 novembre sans heurts et sans dangers.

Les conséquences possibles du refus

Le refus catégorique de Ould Taya de recevoir ses concurrents ne fera que renforcer la forte tension qui prévaut depuis le putsch manqué des 8 et 9 juin derniers. Cela ne fera que souder encore plus le camp de l'alternance et transformer ce qui devait être une simple épreuve démocra-

tique, en une confrontation sauvage où le pire ne serait pas exclu. Ce refus de changer de comportement vis-à-vis des adversaires politiques, conforte également tous ceux qui ne croient pas à un changement dans la reconduction de Ould Taya. On risque de vivre un après-7 novembre mouvementé et plein de retournements dramatiques, si le camp du changement si sûr de sa victoire, se retrouve devant un échec. Le déroulement du scrutin sera vivement contesté et l'escalade est à craindre. La tension qui prévaut actuellement rappelle à bien des égards celle de l'ère "*Sopi*" au Sénégal. Soucieux de préserver la paix civile et de laisser la voix aux urnes, ce pays frontalier a, on le sait, vécu le changement, dans la quiétude. Perdre n'est pas une fatalité car, comme l'a dit un leader politique "*la Mauritanie ne peut constituer une exception à la règle de l'alternance*".

En tout cas, après avoir été rudement secoué par les événements de juin dernier, le pays ne peut pourra certainement pas supporter un autre 8 juin au soir du 7 novembre.

Cheikh Aïdara